

Association
mondiale
de la Route



World Road
Association

SEMINAIRE INTERNATIONAL
AIPCR – AGEPAR
« Améliorer la sécurité
des infrastructures routières »

11 au 13 octobre 2006 à Lomé (TOGO)

**Association
des
gestionnaires
et partenaires
africains de la
route**

AGEPAR

SEMINAIRE INTERNATIONAL AIPCR – AGEPAR

avec la participation du GRSP

***THEME : « Améliorer la sécurité des infrastructures routières »
11 au 13 octobre 2006 à Lomé (TOGO)***

RAPPORT GENERAL

SOMMAIRE

Thème	Page
Sommaire	2
I Introduction	3
II Séance d'ouverture	4
III Les séances techniques et les communications	4
1 ^{ère} séance : Connaissance des accidents de la route	4
2 ^{ème} séance : Comment évaluer l'état de sécurité des infrastructures existantes	5
3 ^{ème} séance : L'audit de la sécurité routière pour les infrastructures	6
4 ^{ème} séance : Visite de sites de l'agglomération de Lomé	7
5 ^{ème} séance : Situation au Togo	7
6 ^{ème} séance : Conception et l'amélioration des infrastructures routières Exemples de bonnes et de mauvaises pratiques	8
7 ^{ème} séance : Circulation des piétons et des deux roues	8
8 ^{ème} séance : Prise en compte de la sécurité routière dans la conception de l'infrastructure routière.	9
9 ^{ème} séance : Mesures d'amélioration de la sécurité à faible coût	9
IV Séance de clôture	10
V Recommandations tirées des sessions et des débats	12
 Annexes	
<hr/>	
Annexe 1 - Programme détaillé du séminaire	14
Annexe 2 - Liste des participants	18
Annexe 3 – Comité togolais d'organisation du séminaire	24
Annexe 4 – Répartition des accidents de la route par cause	25

I – Introduction

Lomé a accueilli du 11 au 13 octobre 2006 un séminaire international AIPCR-AGEPAR, sur le thème : « Améliorer la sécurité des infrastructures routières », avec le soutien du GRSP (*Global Road Safety Partnership*) et la participation de l'ISTED.

Le programme de ce séminaire (voir annexe 1) a été préparé en coordination entre le comité technique 3.1 « Sécurité routière » de l'AIPCR, l'AGEPAR, le Secrétariat Général de l'AIPCR et le Comité National AGEPAR du Togo.

Ce séminaire de trois jours a été précédé d'une réunion du Comité technique 3.1 de l'AIPCR les 9 et 10 octobre 2006 et a été suivi d'un atelier AGEPAR-AIPCR les 14 et 15 octobre 2006, toujours sur le thème du développement de la sécurité des infrastructures routières en Afrique.

Le séminaire a réuni 180 participants (voir liste en annexe 2) dont plus de 150 participants africains venant des Comités nationaux AGEPAR du BENIN, BURKINA FASO, BURUNDI, CAMEROUN, CENTRAFRIQUE, MALI, NIGER, TCHAD, TOGO, et de deux autres pays africains sans CN-AGEPAR : GHANA et ZIMBABWE.

Le programme a associé des communications présentées par des membres du comité technique 3.1 de l'AIPCR et des communications sélectionnées par l'AGEPAR et présentées par des experts de différents CN-AGEPAR. Les exposés qui ont abordé les différents thèmes de la sécurité des infrastructures routières ont suscité des débats animés permettant de dégager un ensemble de recommandations qui sont présentées à la fin de ce rapport¹.

Il convient par ailleurs de signaler la qualité générale de l'organisation de cet événement qui s'est tenu à l'hôtel 2 Février, ainsi que l'accueil réservé aux participants à cette occasion (liste des membres du Comité togolais d'organisation voir annexe 3).

Ce rapport général a été préparé par le rapporteur général M DOUHADJI Omer et le Secrétariat général de l'AIPCR, à partir des synthèses établies par séance par les rapporteurs désignés par l'AGEPAR et le CN-AGEPAR du Togo : MM BAKELE G., BERALNGAR Guy, BOYINDJO T. J., CISSE Ahmad Nassourou, DIALLO Ousmane., HAPPI Francis, ISSA Ousmane, LEBIGAZA François, NGOUMBE Zacharie, OMOROU Mama, SEBABE Sayibou, VITODEGNI Nestor, YOVO Komlavi. Il a été révisé par M. IDOSSOU Tchona, coordonnateur des programmes de partenariat AGEPAR / Divers Partenaires.

¹ Note : l'ensemble des présentations faites à l'occasion de ce séminaire est disponible en ligne sur le site de l'AIPCR, à l'adresse : <http://www.piar.org/fr/evenements/seminaires>

II - SÉANCE D'OUVERTURE

Le séminaire placé sous le Haut Patronage du Président de la République du TOGO a été ouvert par Monsieur YEMBETTI, Directeur de Cabinet du Ministre délégué auprès de la Présidence de la République, chargé de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications et des Innovations Technologiques, après les interventions du Secrétaire Général de l'AIPCR M. CORTÉ, du Président du Comité Technique 3.1 de l'AIPCR M. VOLLPRACHT, de M DIALLO représentant le Président de l'AGEPAR, M BERE, et du représentant du Partenariat Mondial pour la Sécurité Routière (GRSP) M. ELSENAAR.

III - LES SEANCES TECHNIQUES ET LES COMMUNICATIONS

Le programme du séminaire (voir détail en annexe 2) était structuré en huit séances comportant une trentaine de communications et une visite de sites choisis parmi les lieux accidentogènes de la ville de Lomé.

En introduction, M. Hans-Joachim VOLLPRACHT, Président du CT 3.1 de l'AIPCR, a rappelé la nécessité de recadrer la problématique de l'accidentologie liée aux infrastructures dans l'ensemble des accidents constatés. Quand bien même la part attribuée à la seule infrastructure dans les statistiques apparaît souvent faible (voir par exemple sur ce sujet en annexe 4 le diagramme établi aux Etats-Unis), nombre d'accidents attribués en première analyse « au conducteur » résultent d'une combinaison d'effets faisant aussi intervenir divers aspects liés à l'infrastructure. Toute politique visant à l'amélioration de la sécurité routière doit avoir un caractère global :

- se rapporter à l'éducation, à l'application de la réglementation et au respect des règles de l'art en matière de conception et construction des infrastructures,
- s'intéresser aux trois composants : conducteur, véhicule, infrastructure.

Le présent séminaire analyse cette fois de manière plus détaillée le volet « infrastructure » souvent négligé.

1^{ère} séance : Connaissance des accidents de la route

(séance présidée par M OUAKE SEIBOU, Directeur du Centre National de Sécurité Routière (CNSR) du Bénin, membre de la délégation du CN-AGEPAR du Bénin, et ayant comme Rapporteur, Monsieur Ahmad Nassourou CISSE du CN-AGEPAR du Burkina).

Six communications ont étayé cette session.

M. Joseph MIKULIK du comité technique 3.1 de l'AIPCR, a mis l'accent sur l'importance de la collecte des données d'accidents pour déterminer leurs causes, les moyens de leur prévention et développer des mesures pour leur réduction. Il a présenté la structure de la base internationale IRTAD (*International Road Traffic Accident Database*) et souligné l'importance de l'homogénéité des données pour pouvoir faire des comparaisons au plan international.

M. Peter HOLLO du CT 3.1 a présenté les différentes méthodes d'analyse des données d'accidents et les notions de risque qui sont utilisées pour leur interprétation.

M. Larus AGUSTSSON du CT 3.1 a présenté la place et l'usage des données d'accidentologie dans la politique de sécurité routière conduite par le Danemark, la nature des données collectées et l'articulation entre les forces de police et l'administration routière pour la gestion et l'exploitation de ces informations.

M. Pierre DAGOURY, expert de l'ISTED, a présenté le Bulletin d'Analyse des Accidents de la Circulation (BAAC) et les exploitations des données que permet le logiciel associé, outil conçu avec l'aide du ministère français des Affaires étrangères au profit des pays de l'Afrique sub-saharienne, et déjà implantée dans plusieurs de ces pays. Des applications récentes avec couplage de représentations cartographiques faites à Madagascar, ont illustré l'intérêt de ce type de développement pour une prise de conscience des zones accidentogènes.

M. Ahmad NASSOUROU a présenté l'utilisation faite du BAAC au BURKINA, notamment les analyses statistiques portant sur la répartition des accidents en fonction de la classification des routes, du moment de leur survenance, des caractéristiques du tracé de la route, de l'état de la chaussée et de la signalisation.

M. Zacharel GOUMBE a présenté la mise en place faite au CAMEROUN d'une base de données nationale sur les accidents à l'aide du BAAC. Il a également attiré l'attention sur un ensemble de réalités spécifiques au contexte des pays africains :

- l'hétérogénéité du trafic interurbain qui intègre sur une même route des véhicules (lourds, légers, rapides, lents), des motocycles, des cycles, des piétons et des troupeaux d'animaux ;
- le transport de proximité pour les villages intermédiaires ;
- l'attractivité de la route conduisant à la création des villages riverains et l'utilisation de la route pour des activités particulières (séchage, étalage et vente des produits divers).

2^{ème} séance : Comment évaluer l'état de sécurité des infrastructures existantes

(séance présidée par M Patrick MALLEJACQ – France - et ayant comme rapporteurs MM. Francis HAPPI du CN-AGEPAR du Cameroun et LEBIGAZA M. François du CN-AGEPAR du Togo).

MM. Phil ALLAN, H. J. VOLLPRACHT du CT 3.1 ont illustré, à partir de différents exemples d'inspections de sécurité routière en AUSTRALIE, en ROUMANIE et au VIETNAM, la nature des éléments à étudier pour établir un diagnostic sur une infrastructure existante : le trafic (son rôle, sa composition et son volume), la route, ainsi que son environnement (les raccordements, les alignements droits, les carrefours, passages à niveau, aires de stationnement, les signalisations, trottoirs, pistes cyclables, système de drainage, les services et aires de repos, les habitations...).

L'utilité d'une base de données d'accidents est encore rappelée pour formuler un tel diagnostic.

Les différentes étapes pour conduire une inspection sont présentées :

- Etude préparatoire en bureau d'études
- Etude sur le site : c'est l'inspection proprement dite et l'établissement de la fiche de synthèse des informations utiles
- Rapport d'inspection comportant les données de la route inspectée, les manquements observés et enfin, les propositions d'amélioration à court, à moyen et à long terme.

Ces inspections doivent être menées par des personnes qualifiées et expérimentées dans les domaines du trafic routier, de l'ingénierie de la route, et du domaine juridique.

M Romalodo JOKONYA a présenté le rôle du *Transport Strategy Council of Zimbabwe* (TSCZ) constitué en 2002, les actions d'éducation et de sensibilisation menées pour améliorer la sécurité routière ainsi que les recommandations faites récemment pour la mise en place d'une Autorité de la sécurité routière dotée d'une réelle capacité d'action légale et dont les moyens seraient dotés par la constitution d'un fonds alimenté par les taxes sur les produits pétroliers et les immatriculations.

3^{ème} séance : L'audit de la sécurité routière pour les infrastructures

(séance présidée par M. Peter Elsenaar – GRSP et ayant comme rapporteur MM. Zacharie NGOUMBE du CN-AGEPAR du Cameroun et Jacques BOYINDOU du CN-AGEPAR du Togo).

Mme Lise FOURNIER du CT 3.1 a présenté les principes des audits de sécurité routière, ainsi que la structure du manuel d'audit préparé actuellement par le comité technique.

L'audit, qui est une évaluation faite sur un projet d'infrastructure, doit être réalisé à différentes étapes de la conception, mais aussi en fin de construction avant l'ouverture à la circulation. L'audit a pour objectif de dépister et corriger les aspects de la conception négatifs du point de vue de la sécurité routière.

MM Larus AGUSTSSON et Hans-Joachim VOLLPRACHT ont exposé la pratique des audits conduits respectivement au DANEMARK et en ALLEMAGNE qui diffèrent dans l'articulation des relations entre les auditeurs, les projeteurs et l'Administration, maître d'ouvrage.

Si l'introduction de l'audit conduit à une légère augmentation du coût de l'étude, ceci est ensuite très largement compensé par les économies réalisées par la réduction du nombre des accidents et victimes. L'audit peut aussi conduire à certaines modifications du projet mais ces aménagements, lorsqu'ils sont introduits au stade du projet, sont d'un coût inférieur aux mesures correctrices qu'il faudrait mettre en œuvre une fois la route en service.

4^{ème} séance. Visite de sites de l'agglomération de Lomé

Les participants au séminaire, répartis en trois groupes ont effectué une visite de différents points noirs de la ville de Lomé pour prendre connaissance sur le terrain de la nature des problèmes, puis pour débattre en fin de journée sur les solutions concevables pour améliorer la situation.

Les débats qui ont suivi la visite ont mis en évidence :

- l'importance de disposer de plans de circulation établis à l'échelle de l'agglomération pour la recherche des solutions qui ne doivent pas être pensées uniquement en terme d'aménagements locaux ;
- l'intérêt de repenser l'aménagement de la voirie en fonction de la configuration du trafic (caractère mixte notamment) ;
- l'attention qu'il faut porter aux accès des différentes rues secondaires sur les voies principales et carrefours.

5^{ème} séance : Situation au Togo

(Séance présidée par Mme Beth ALICANDRI – USA et ayant comme rapporteur Monsieur Sayibou SEBABE du CN-AGEPAR du Togo).

M. FATONZOUN, Directeur général des Transports du Togo, a présenté une vue générale de la sécurité routière au Togo où le nombre d'accidents de la route reste très élevé avec plus de 500 morts et 6000 blessés. Le non-respect des règles de circulation et le comportement des conducteurs sont les causes principales.

M. NAMBANG a fait un exposé sur la problématique des points noirs dans la ville de Lomé. En matière d'épidémiologie des accidents de la route, les études présentées par le Dr. DOSSIM montrent l'importance du nombre des fractures des membres et lésions à la tête. Plus de la moitié des blessés circulaient à moto et parmi ceux-ci seuls 4% portaient un casque. Le Dr DOSSIM souligne encore le caractère archaïque des moyens d'assistance aux blessés.

Puis, P. ELSENAAR a présenté les actions menées en matière de sécurité routière par le *Global Road Safety Partnership* (GRSP, www.GRSProadsafety.org), partenariat planétaire public-privé visant à mettre en oeuvre des politiques durables de sécurité routière dans les pays en développement et en transition, activités menées au niveau international en matière de sensibilisation des différentes autorités publiques et d'éducation, et plus particulièrement en Afrique avec des actions coordonnées menées au Ghana, en Namibie et en Afrique du Sud avec différents partenaires privés.

Sur 1.2 millions de morts recensés annuellement de par le monde dans des accidents de la route, beaucoup proviennent en effet de pays en développement. L'activité du GRSP consiste à être un catalyseur d'actions et de politiques de sécurité routière dans divers pays sélectionnés. Sur le continent africain, les pays cibles sont actuellement le Ghana, la Namibie et la République Sud Africaine, mais l'activité du GRSP est appelée à se développer encore, en liaison avec les organismes multilatéraux en charge de sécurité routière et avec le GRSI, *global road safety initiative*, qui regroupe des financeurs de politiques de SR.

Par ailleurs, le GRSP recense et promeut à l'échelle globale les bonnes pratiques en matière de sécurité routière, par des brochures et des actions diverses de dissémination.

6^{ème} séance : Conception et l'amélioration des infrastructures routières – exemples de bonnes et de mauvaises pratiques

(séance présidée par M. Jean de Dieu D. HATUNGIMANA, Directeur Général de l'Office des Routes du Burundi et Président du CN-AGEPAR du Burundi, et ayant comme rapporteurs MM. Ousmane ISSA du CN-AGEPAR du Niger et Sayibou SEBABE du CN-AGEPAR du Togo).

En introduction, H. VOLLPRACHT a présenté un ensemble de 12 axiomes qui devaient être pris en compte pour la conception des infrastructures, en vue d'assurer à celles-ci un bon niveau de sécurité pour les utilisateurs.

M. GREENHALGH du CT 3.1 a présenté le travail sur l'établissement d'un catalogue de bons et mauvais exemples, dont les objectifs sont :

- d'aider à une bonne compréhension des problèmes ;
- de suggérer un éventail de solutions ;
- de donner une indication sur les coûts relatifs des solutions ;
- de favoriser la priorisation des travaux.

Le catalogue couvrira un ensemble large de situations (intersections, alignements, aires de service, signalisation, arrêts des transports en commun, déplacement des piétons et des modes de transport non motorisés...). Un enrichissement de ce catalogue à partir de situations typiques de la sous-région est attendu des participants au séminaire.

M. NARAKWYIE a présenté la situation au BURUNDI où les causes les plus fréquentes d'accident sont le comportement de l'utilisateur, l'état du véhicule et l'état de l'infrastructure. Le rôle de la police pour faire respecter la réglementation est rappelé comme essentiel.

MM. GUEDEHOUSOU et GBATI ont présenté la situation au TOGO du point de vue de la conception des infrastructures routières. Les normes de conception largement utilisées sont françaises, canadiennes ou américaines, qui ne prennent pas en considération les aspects spécifiques au contexte des pays d'Afrique sub-saharienne notamment : le climat, la vétusté du parc automobile et le non respect des charges à l'essieu.

7^{ème} séance : Circulation des piétons et des deux roues

(séance présidée par M. Ake LARSSON – Suède - et ayant comme rapporteurs, MM. Guy BERLANGAR du CN-AGEPAR du Tchad et Mama OMOROU du CN-AGEPAR du Togo).

Trois communicateurs ont permis d'éclairer les participants sur la problématique de la circulation des piétons et des deux roues.

M. BEKOLO a présenté la situation au CAMEROUN. L'entrée sur le marché de motos à bas prix de fabrication chinoise a entraîné en quelques années un développement considérable du parc de ces engins et des accidents impliquant les deux roues et particulièrement les moto-taxis. Des dispositions ont été prises pour réglementer la circulation des moto-taxis mais sont insuffisamment appliquées. Les piétons sont également une part importante des victimes en raison de l'insuffisance des aménagements pour leur circulation, de l'encombrement des

trottoirs, du manque de respect à leur égard des conducteurs mais aussi du comportement des piétons eux-mêmes. Les ressources budgétaires sont insuffisantes pour ces aménagements pour piétons trop souvent considérés comme un luxe alors que l'essentiel de la population se déplace à pied.

Mme Lise FOURNIER du CT 3.1 a présenté un ensemble de principes et dispositions permettant tant en milieu rural qu'en milieu urbain d'améliorer la sécurité de déplacement des piétons.

L'exposé précédent a été complété et illustré par M. ROUFFAERT du CT 3.1 qui a présenté la situation et des réalisations dans deux pays européens les PAYS BAS et la BELGIQUE.

8^{ème} séance : Prise en compte de la sécurité routière dans la conception de l'infrastructure routière

(séance présidée par M O. NACOULMA du CN-AGEPAR du Burkina, et ayant comme rapporteurs, MM. Cheik Oumar DIALLO du CN-AGEPAR du Mali et Gaou BAKELE du CN-AGEPAR du Togo).

M Carl BELANGER (AIPCR) a présenté l'organisation et les grandes lignes du contenu du manuel « sécurité routière » de l'AIPCR, qui constitue un ouvrage de référence sur les différentes questions à examiner lorsque l'on aborde l'appréciation de la sécurité d'une infrastructure routière. L'exposé des méthodes d'étude est complété par un ensemble didactique de fiches et d'études techniques. La version sur CD-Rom intègre un ensemble de d'outils de calcul.

M I ZEBRET a traité, de la prise en compte de la dimension sécurité routière, en conception et construction routières au BURKINA.

Après un rappel des caractéristiques prises en considération pour la conception des routes inter-urbaines au CAMEROUN, M Francis HAPPI a insisté sur certaines spécificités de la situation en Afrique, à savoir : la forte hétérogénéité du trafic, l'attractivité que représente une nouvelle route avec ses conséquences en terme de déplacement de l'habitat et d'occupation anarchique des emprises. Un audit de sécurité routière devrait être introduit pendant la phase de projet, et un plan de sécurité routière imposé aux entreprises en phase de construction. Trop souvent en phase de travaux, les économies sont faites au détriment de la sécurité. La signalisation routière est trop négligée et les solutions manquent face au vandalisme.

M Ousmane MAÏGA a exposé l'intérêt des carrefours giratoires pour l'amélioration de la sécurité routière et quelques réalisations effectuées dans la ville de Bamako au MALI.

9^{ème} séance : Mesures d'amélioration de la sécurité à faible coût

(séance présidée par Anatole KOUZONDE – Bénin et ayant comme rapporteurs MM. Nestor VITODEGNI du CN-AGEPAR du Bénin et Komlavi YOVO du CN-AGEPAR du Togo).

M Phil ALLAN et Mme Beth ALICANDRI du CT 3.1 ont présenté les enseignements tirés de la confrontation des expériences de différents pays en vue de dégager des améliorations peu

coûteuses de l'infrastructure mais qui influent de façon importante et positive sur la sécurité routière. Ces exemples figureront dans une publication préparée par le Comité technique.

M SAWADOGO a présenté comment la sécurité routière était prise en considération dans le Programme Sectoriel des Transports et du Tourisme (PST₂) du BURKINA FASO. Un Comité National de Sécurité Routière (CONASER) a été constitué en 1994 pour apporter de la cohérence entre les actions, mais les résultats sont encore maigres. Le PST2 consacre 2,7%, de son volet routier à la sécurité routière. Différentes mesures doivent être mises en œuvre, comme l'élaboration d'un plan national de sécurité routière avec la mise en place d'une banque de données sur les accidents, une étude diagnostique et élaboration d'un schéma directeur de signalisation routière au Burkina avec définition de standards nationaux, des aménagements de sécurité sur différentes routes nationales...

Soussouro COULIBALY a présenté la situation au MALI où l'ampleur de l'insécurité routière a conduit à fixer des objectifs dans le PST et le Projet d'Amélioration des Corridors de Transports (PACT).

Parmi les actions entreprises ces dernières années on peut noter :

- la mise en place d'un système de collecte et d'analyse des données d'accidents (le BAAC),
- la révision du code de la route en 1999,
- l'élargissement des opérations de contrôle technique périodique à tous types de véhicules.

La situation présente nécessite cependant d'autres efforts, notamment sur :

- l'amélioration de la collecte et de la remontée des données des accidents,
- la recherche d'un financement pérenne de la sécurité routière,
- l'introduction de l'éducation routière en milieu scolaire et universitaire,
- l'association des collectivités décentralisées aux actions de sécurité routière.

IV - SÉANCE DE CLOTURE

Le séminaire a été clôturé le vendredi 13 octobre par une séance présidée par le Directeur Général des Travaux Publics du TOGO, M. Comla KADJE, qui a relevé la qualité et la richesse des communications et des échanges qui ont suivi les présentations et remercié l'ensemble des participants.

Monsieur Tchona IDOSSOU, Coordonnateur des Programmes de Partenariat AGEPAR/Divers Partenaires, a tiré quelques leçons du séminaire, et relatives à :

1 – Vitalité et renforcement de l'AGEPAR, confirmés par :

- organisation, en une année, de deux manifestations par l'association ;
- prise de conscience beaucoup plus poussée de la prise en charge des dépenses ce qui était impensable il y a quelques années.

2 – Développement des relations avec les organisations sœurs

- contribution à la réalité de la présence africaine au sein des organisations s'occupant des problèmes de la route et du transport routier au niveau mondial ;
- contribution à la prise en compte des problèmes africains, à travers des échanges certainement fructueux.

3 – Interpellation de plus en plus permanente des Ingénieurs et Autres Cadres africains, concernés par les problèmes routiers et du transport routier.

4 – Aboutissement de la première phase du thème sur lequel AGEPAR et l'AIPCR ont décidé de travailler depuis 2004. Il faut s'en féliciter parce que cela n'a pas été du tout facile.

5 – Pendant ces trois (3) jours :

- a) des experts du Nord et de l'Afrique sub-saharienne se sont rencontrés, et ont appris à se connaître un peu mieux ;
- b) les collègues experts du Nord ont pu « découvrir » les problèmes africains ;
- c) Accord réalisé sur les problèmes de SECURITE ROUTIERE dans notre environnement aujourd'hui, principalement sur le point qui nous interpelle. « INSECURITE » DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES, conduisant aux TACHES QUI NOUS ATTENDENT A PARTIR DE MAINTENANT.

Le vice-Président de l'AGEPAR, M DIALLO Cheik Omar, a félicité le CN-AGEPAR du TOGO pour l'organisation de cet évènement et remercié les organisations qui ont rendu possible ce séminaire : l'AGEPAR, l'AIPCR, le GRSP et l'ISTED. Il s'est réjoui de la dynamique très positive qui s'est établie entre l'AGEPAR et l'AIPCR pour faire profiter aux pays d'Afrique des enseignements tirés de l'expérience des différents pays membres de l'AIPCR.

Le Secrétaire général de l'AIPCR, M Jean-François CORTÉ, a salué l'organisation remarquable de ce séminaire par l'implication forte de l'AGEPAR pour la mobilisation des pays africains et par le travail réalisé par l'ensemble du comité d'organisation togolais sous l'impulsion du Ministre et du Directeur Général des Travaux Publics. Le succès de ce séminaire tient aussi à ce qu'il a su associer des responsables du secteur des transports et des infrastructures, ce qui permet de replacer les questions relatives aux infrastructures dans la problématique d'ensemble de l'amélioration de la sécurité routière. Les échanges au cours de séminaire ont confirmé l'intérêt pour l'ensemble des praticiens africains d'acquérir une meilleure compréhension des problématiques et des bonnes pratiques, mais aussi de pouvoir confronter leurs actions et les difficultés qu'ils rencontrent.

Ce séminaire n'est qu'une première étape. Les participants africains seront invités à faire part de leurs commentaires et à enrichir les projets de documents (guide d'inspection, guide d'audit, catalogue de bonnes pratiques) élaborés par le comité technique 3.1 afin que ces documents intègrent correctement les spécificités des pays africains.

.../ ...

L'atelier qui doit suivre ce séminaire permettra de préciser le contenu de travaux de réflexion à entreprendre par un groupe d'experts de l'AGEPAR constitué de MM Dramane DIALLO du MALI, Francis HAPPI du CAMEROUN, Ousmane ISSA du NIGER et Nestor VITODEGNI du BENIN, avec l'appui du Secrétariat général, du comité technique 3.1 de l'AIPCR, du Comité de Coordination de l'AGEPAR et du Coordonnateur des Programmes de Partenariat AGEPAR/Divers Partenaires

Enfin, compte tenu de l'importance des questions de sécurité routière et de la nécessité d'actions menées sur le long terme, il apparaît souhaitable de répéter périodiquement (tous les deux ans par exemple) ce type de rencontre pour mesurer les progrès.

V - RECOMMANDATIONS TIRÉES DES PRÉSENTATIONS ET DES DÉBATS

Les débats qui ont suivi les présentations permettent de dégager un ensemble de recommandations sur lesquelles il paraît utile d'attirer l'attention des différentes autorités assumant des responsabilités en matière de sécurité routière.

Organisation interministérielle

- Une politique efficace de sécurité routière nécessite une organisation interministérielle pour coordonner et rendre cohérentes et complémentaires les actions.
- La mise en place d'un Conseil ou d'une Haute Autorité doit y associer les parties prenantes de la société civile (organisations professionnelles, sociétés d'assurance...)
- Dans un contexte de difficulté budgétaire, la solution d'un fonds dédié assurant une sécurisation du financement d'action d'amélioration de la sécurité routière paraît à recommander.

Application de la réglementation

- L'effet des aménagements (exemple séparation des modes de déplacement) ne sera opérant que si la réglementation est appliquée d'où l'importance de la sensibilisation des autorités de police et de la concertation avec ces services.

Bases de données routières

- La constitution d'une base de données fiables des accidents de la route est un outil indispensable pour guider et mesurer une politique de sécurité routière.
- Il est indispensable que cette action se fasse en associant les différents autorités (transport, infra, police et gendarmerie) ainsi que les sociétés d'assurances, pour déterminer de manière concertée le recueil, la diffusion et l'exploitation des résultats.
- L'utilisation faite par plusieurs pays africains du Bulletin d'Analyse des Accidents de la Circulation (BAAC) et du logiciel associé, démontre l'intérêt de cet outil, de sa généralisation et d'organiser des échanges d'information réguliers entre les pays utilisateurs.
- Le développement des fonctionnalités du BACC (en particulier de la représentation cartographique de la localisation des accidents) est à encourager.

Sécurité routière et urbanisme

- Dans les agglomérations, les études sur les plans de déplacements sont trop souvent inexistantes.
- Les plans d'urbanisme doivent mieux penser la localisation d'espaces d'échanges, des stationnements des transports en commun, des accès... et tenir compte de l'attractivité que représente pour les populations les infrastructures routières
- Les collectivités locales devraient être plus sensibilisées sur les questions d'implantations illicites sur les emprises routières.

Prise en considération de la sécurité routière dans les projets

- L'étude des projets d'infrastructure routière doit faire une meilleure place à l'identification des enjeux de sécurité routière.
- Il conviendrait de disposer d'éléments fiables sur le coût des accidents dans le contexte des pays du sous-continent africain et du bénéfice des aménagements routiers. Trop souvent les dispositions devant assurer la sécurité routière sont sacrifiées pour réduire le coût de réalisation du projet (les aménagements permettant d'assurer la sécurité ne sont pas un luxe).
- Les projeteurs routiers ne disposent pas de documents pédagogiques et méthodologiques adaptés pour les aider à appréhender correctement les questions de sécurité routière et à en tenir compte dans leurs projets.
- Il serait bénéfique de pouvoir introduire dans le processus de conception des étapes de vérification indépendante, de la prise en compte de la sécurité routière dans le projet (notion d'audit) et d'inclure une vérification une fois les travaux réalisés avant la mise en circulation.
- Les cursus de formation des concepteurs routiers devraient inclure une part de formation en sécurité routière.

Prise en compte de la sécurité routière en phase d'exploitation et d'entretien

- La sécurité routière est aussi de la responsabilité des responsables et des agents d'exploitation et d'entretien qui devraient être sensibilisés et formés à identifier et rendre compte, dans leur activité, des déficiences mettant en cause la sécurité.

----- o ----- O ----- o -----

Annexe 1 - Programme détaillé du séminaire

**Association des Gestionnaires et Partenaires
Africains de la Route - AGEPAR**

**Association Mondiale de la Route
AIPCR**

Programme du Séminaire “Développer l’expertise en ingénierie de sécurité routière dans les pays d’Afrique sub-saharienne”

Mercredi 11 octobre 2006

<i>HEURE</i>	<i>Thème</i>	<i>Intervenant</i>
09h00 – 10h00	Cérémonie d’ouverture	<p>Mot de bienvenue du Président du CN AGEPAR Togo, Directeur Général des Travaux Publics du Togo, Comla KADJE</p> <p>Mot du Secrétaire général de l’AIPCR, Jean-François CORTE</p> <p>Mot Président du Comité Technique 3.1 de l’AIPCR, Hans-Joachim VOLLPRACHT</p> <p>Mot du Représentant de l’AGEPAR, Cheik Omar DIALLO</p> <p>Mot du Représentant du GRSP, P. ELSENAAR</p> <p>Mot d’ouverture du Représentant du Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de l’Equipement, des Transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations Technologiques, M. YEMBETTI (Directeur de Cabinet)</p>
<i>10h00 – 10h30</i>	<i>Pause café</i>	
10h30 – 11h00	Présentation du programme du séminaire	AGEPAR (T. Idossou) et CT 3.1 de l’AIPCR (H. Vollpracht)
11h00 – 13h00	Séance 1 : Connaissance des accidents de la route	Modérateur : N. SEIBOU OUAKE (AGEPAR) Rapporteurs : N. CISSE (AGEPAR)
	<ul style="list-style-type: none"> • L’importance des données d’accidents de la route pour les ingénieurs • L’importance des données d’accidents de la route pour les ingénieurs • La base de données BAAC • Rôle du Bulletin d’Analyse des Accidents de la Circulation dans la sécurisation des infrastructures routières en Afrique : cas du Burkina 	<p>Joseph Mikulik (CT 3.1) Peter Hollo (CT 3.1) Larus Agustsson (CT 3.1)</p> <p>P. Dagoury (ISTED)</p> <p>Ahmad Nassourou CISSE (AGEPAR)</p> <p style="text-align: right;"><i>.../...</i></p>

(suite de la séance 1)	<ul style="list-style-type: none"> • Pour une approche spécifique de prise en compte des préoccupations de sécurité routière dans la construction des routes africaines par l'introduction du BAAC : cas du Cameroun 	Zacharie NGOUMBE (AGEPAR)
------------------------	---	----------------------------------

13h00 – 14h30

Pause déjeuner

14h30 – 16h30	Séance 2 : Comment évaluer l'état de sécurité des infrastructures existantes	Modérateur : P. MALLEJACQ (AIPCR) Rapporteurs : F. HAPPI (AGEPAR) et LEBIGAZA M. François (CN AGEPAR TOGO)
	<ul style="list-style-type: none"> • L'inspection des infrastructures routières sous l'angle de la sécurité (RSI guidelines) • Exemples d'inspections en Roumanie et Vietnam • Réalisations au Zimbabwe Débats	Phil Allan (CT 3.1) H J Vollpracht (CT 3.1) Romaldo JOKONYA (CT 3.1)

16h30 – 17h00

Pause café

17h00 – 18h30	Séance 3 : L'audit de sécurité pour les infrastructures nouvelles	Modérateur : P. Elsenaar (GRSP) Rapporteur : Z. NGOUMBE (AGEPAR) et BOYINDOU Jacques (CN AGEPAR TOGO)
	<ul style="list-style-type: none"> • Le concept d'audit Exemple : le Danemark Exemple : l'Allemagne Débats	Lise Fournier (CT 3.1) Larus Agustsson (CT 3.1) Hans J. Vollpracht (CT 3.1)

Jeudi 12 octobre 2006

8h30 – 14h00	<ul style="list-style-type: none"> • Visites de terrain – Lomé et environs (situations urbaines, routes secondaires et route interurbaine principale) 	Organisation en groupes.
--------------	--	--------------------------

14h00 – 15h30

Pause déjeuner

16h00 – 18h00	Séance 5 : Compléments sur les visites de terrain	Modérateur : Beth Alicandri (CT 3.1) Rapporteur : SEBABE Sayibou (CN AGEPAR TOGO)
	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic global de sécurité routière au Togo • Cas des points noirs de la ville de Lomé • Epidémiologie des accidents de la route au Togo • Discussion générale • Action du GRSP dans les pays d'Afrique 	Mawutoè FATONZOUN Kagnolèm M'Badia NAMBANG A. DOSSIM P Elsenaar (GRSP)

Vendredi 13 octobre 2006

8h30 – 10h00	Séance 6 : Conception et amélioration des infrastructures routières – Exemples de bonnes et mauvaises pratiques	Modérateur : J. D. D HATOUNGIMANA (AGEPAR) Rapporteur : O. ISSA (AGEPAR) et SEBABE Sayibou (CN AGEPAR TOGO)
	<ul style="list-style-type: none"> • Axiomes de base dessin d'un tracé sûr • Catalogue de bons et mauvais exemples • Problématique de la sécurité routière Au Burundi • La prise en compte de la sécurité routière dans la conception des infrastructures routières au Togo <p>Débat</p>	H.J. Vollpracht (CT 3.1) Mike Greenhalgh (CT 3.1) Vital NARAKWIYE A. S GUEDEHOUSOU et K. GBATI (AGEPAR)

10h00 – 10h30

Pause café

10h30 – 12h00	Séance 7 : Circulation des piétons et des deux roues	Modérateur : Ake Larsson (AIPCR) Rapporteur : G. BERLANGAR (AGEPAR) et OMOROU Mama (CN AGEPAR TOGO)
	<ul style="list-style-type: none"> • Circulation des piétons et des deux roues : cas du Cameroun • Besoins pour la sécurité des piétons • Sécurité des piétons et des cyclistes aux Pays Bas et en Belgique <p>Débat</p>	M. BEKOLO (AGEPAR) L Fournier (CT 3.1) A. Rouffaert /P. Van Vliet (CT 3.1)

12h00 – 13h30	Séance 8 : Prise en compte de la sécurité routière dans la conception de l'infrastructure routière	Modérateur : O. NACOULMA (AGEPAR) Rapporteur : D. DIALLO (AGEPAR) et BAKELE Gaou (CN AGEPAR TOGO)
	<ul style="list-style-type: none"> • Le manuel AIPCR de sécurité routière • La dimension de la sécurité routière dans la conception, la construction et l'exploitation des infrastructures routières • La prise en compte de l'aspect sécurité routière dans la conception et l'amélioration des infrastructures routières • L'utilité d'un carrefour giratoire dans la sécurité routière <p>Débat</p>	C Belanger I. ZEBRET (AGEPAR) F. HAPPI (AGEPAR) O. MAÏGA (AGEPAR)

13h30 – 15h00

Pause déjeuner

15h00 – 16h00	Préparation du rapport de synthèse	Rapporteurs : DOUHADJI Omer (CN AGEPAR TOGO)
---------------	------------------------------------	---

.../...

16h00 – 17h30	Séance 9 : Mesures d'amélioration de la sécurité à faible coût	Modérateur : A. KOUZONDE (AGEPAR) Rapporteur : N. VITODEGNI (AGEPAR) et YOVO Komlavi (CN AGEPAR TOGO)
	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignements tirés de l'expérience internationale • Enseignements tirés de l'expérience internationale • La dimension de la sécurité routière dans les Programmes Sectoriels des Transports : cas du Burkina • La dimension Sécurité Routière dans les Programmes Sectoriels des Transports en Afrique : cas du Mali <p>Débat</p>	<p>Phil Allan (CT 3.1)</p> <p>Beth Alicandri (CT 3.1)</p> <p>C. SAWADOGO (AGEPAR)</p> <p>S. COULIBALY (AGEPAR)</p>
17h30 – 18h00	Conclusions du séminaire	Rapporteurs Modérateurs : Tchona Idossou (Agepar) et Hans Vollpracht (CT 3.1)
18h00	Cérémonie de clôture	<p>Mots des participants (2)</p> <p>Mot du SG de l'AIPCR</p> <p>Mot du Représentant de l'AGEPAR</p> <p>Mot du Coordonnateur AGEPAR/Divers Partenaires</p> <p>Mot de clôture du Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de l'Equipement, des Transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations Technologiques, représenté par le Directeur Général des Travaux Publics du Togo, Comla KADJE</p>

Annexe 2

Liste des participants

>>> Participants africains

A – Afrique de l'ouest

	Nom	Fonction
--	-----	----------

BENIN

1	M. KOUZONDE Anatole	Dteur Planification Suivi Evaluation DGTP
2	M. GBAGUIDI Victor	
3	M. AZALOU Henri	Ingénieur Génie civil
4	M. ZOHOU Jean-Marie	
5	M. SOGBOSSI Maurice Serge	DG SIGMA 2 AFRIQUE
6	M. SEIBOU OUAKE Nassirou	Directeur CNSR
7	M. VITODEGNI Nestor	(expert Agepar)
8	M. WOTTO G. Etienne	Chef Service Etude Réglementation DGTP
9	M. IDOSSOU A. CHE	Chef d'entreprise IACE-EQUIPEMENT SARL
10	M. KOTCHOFA Sylvestre	
11	M. CAPO-CHICHI Eugène	
12	M. OGOUNDE Mouritalla	
13	Mme ALODEHOU Eustache	
14	M. ANDERSEN Klaus Bach	Conseiller Technique Danida
15	M. AMADOU Gado Ismaël	Ing. Service Techn. TP
16	M. HOUSSA Lucien	Ing. travaux publics, CP
17	M. BILHA Souleyman	TACE-EQUIP

BURKINA FASO

18	M. CISSE Ahmad Nassourou	Juriste DGT
19	M. SAWADOGO Charles	Chef Sce Contrôle Travaux
20	M. ZEBRET Ismaël	Chef Sce Suivi Réseau
21	M. LOMPO Pierre	
22	M. TOURE Abdoul Kader	Ingénieur TP
23	M. OUEDRAOGO Yabiri	Ingénieur Travaux Publics
24	M. BABOUDADI Alpha	
25	M. TIENDREBEOGO Ousmanre	
26	M. KYELEM Jean Wenceslas	
27	M. NACOULMA Ousmane	
28	M. DOUMBIA Doudou	

GHANA

29	Mme MAY Obiri-Yeboah	Dtrice Planif. Education
30	M. OSAFO ADONTENG David	Dteur Rech. Surv. Evaluation
31	M. GBESEMETE Elvis	Coordinateur Régional

MALI

32	M. CISSE Amadou	Directeur du GIC,
33	M. COULIBALY Soussouro	Chef Divis; Sécur. Transport
34	M. DIALLO Cheick Oumar	Ing. des travaux publics
35	M. DIALLO Dramane	(expert Agepar)
36	M. GUINDO Abdoulaye	Ingénieur Consultant
37	M. SISSOKO Sidy	Ing. des travaux publics
38	M. MAIGA Ousmane	Ch Transp. Mar. Fluv. Trans.

NIGER

39	M. Issa Ousmane	Directeur Entretien Routier (expert Agepar)
40	M. GALADIMA Moustapha	TECHN CONSULT

TOGO

41	M. GOKA Komi	Technicien
42	M. TOGBE Komi Vilomey	
43	M. AMOUSSOU Kouassi	Ing. Génie civil
44	M. SAMBIANI Mintam	Secrétaire permanent CNM
45	M. EGBARE Awadi Abi	Dteur Gal Météo Nationale
46	M. GBATI Kpabou	Ingénieur Génie civil, ECBTPC
47	M. HEYOU Essohanam	Directeur ECOBATH
48	M. AKPOSSONYA Kodjo Ivadoé	Dteur BETACO
49	M. AMOUZOU Adéole Théodore	Dteur des Marchés
50	M. ADJOLE Bobaventure	Dteur Technique
51	M. VIDZRAKU Ayawo	Chef Départ. Sinistres
52	M. KATADO Kossi	Directeur EETHER
53	M. NAPO Gbati	Techn. Sup. Bât. et Routes
54	M. PIGNANDI Kao	Directeur EMUSEC
55	M. YAWOVI Kouma	Directeur E3TP
56	M. BOKOU Adebye	Directeur ENCOTRA
57	M. FOLLY-BEBE Kangni	Ingénieur ENCOTRA
58	M. DJOBO Balarbi	Ing. Génie civil ENCOTRA
59	M. ABODA Clotaire	Ing. Génie civil
60	M. DANTARE Salifou	Ing. Topographe
61	M. HLOMADOR Kokou Dodzi Mathias	Pt National USYCORT
62	M. NASSOMA Abdoulaye	Ing. Génie civil
63	M. HALAOUI Momboza	DG AGETUR-TOGO
64	M. MENSAH A. Anoumou	EVP
65	M. DJAFALO Yeanile	CNCT
66	M. DJOBO-ALI Kédjéssi	Directeur EVP
67	M. KUDAKPO Koffi	AGCET
68	M. MOROU Abdou-Samidou	ENTOTRA
69	M. BASSAYI Assim Palakassi	CNCT
70	M. KETEV I Founou	Dteur Gal TTGCB
71	M. AMEHON Tom-Ekpé	Dteur Gal GARNITOGO
72	M. KPIKI Kouré	Dteur Travaux GER
73	Mme d'ALMEIDA P. Reine	Chef Sce Etudes Dével.
74	M. NOULENGBE Yawo	Chef Projet Solidarité Mer
75	M. ADDRA Maximin	Consultant Indépendant (résidant en France)
76	M. GBATI Komi	Directeur BF CONSEILS
77	M. DJOSSOU Djiméto Léon	Dteur Gal ABCN
78	M. TAGBA Akpéli	ECOAT
79	M. BATAKO Ali	ECOAT
80	M. SINGO Ayitou	LNBT
81	M. ATIVON Yawo	LNBT
82	M. HOUENOU Kokou	LNBT
83	M. KETOGLO Kossi	LNBT

	Nom	Fonction
--	-----	----------

TOGO (suite)

84	M. PKLA Abalo	LNBTP
85	M. TATCHIDA Amulélu	EGC
86	M. DAO Ibaféyi	EGC
87	M. ABOTSI Dodzi	EGC
88	M. TOUE Ptikabalo	EGC
89	M. AKPO Gnandi Tchén	Dteur Tech. BACO
90	M. KODJO Atchouvi Célestin	Dteur EEC-TP
91	M. GNANSOUNNOU Geoffroy	DG INTER-GENERIS
92	M. GNANSOUNNOU Bruno	DGA INTER-GENERIS
93	M. KASSENDJA Assoumana	Cont. Trav. KYM
94	M. ABRANGAO Tchédire	Ing. Génie civil KYM
95	M. ABASSAH Komlan	Ing. Génie civil BFC
96	M. TOGBUIEHO Komi	Ing. Génie civil BFC
97	M. GBEDEMA Komlan	Directeur ICRES
98	M. DOGBE Kokou	Gestionnaire
99	M. PIZA A. Hervé	Directeur USILE
100	M. BEKESSI Abalo Tchao	Chef Labo GEOTECH
101	M. WOTODZO Dosseh	Ingénieur ENCOTRA
102	M. KERIM Adam Ibrahim	
103	M. GBAFA K. Sénanou	Ingénieur Génie civil
104	M. CODJIA Edgard	Dteur Chantiers IG-TOGO
105	M. DOGO B. Jordam	Technicien Génie civil
106	M. EDORH Milatrouagnan	Ingénieur Génie civil
107	Mlle AKOUBIA Paula Amey	Déclarant en Douanes
108	M. EZOU Edoh	Ingénieur Génie civil
109	M. TALAKI Célestin	Expert nat. DG CERFER
110	M. RAGOUENA Winbahrola	Consultant Associé
111	M. LEMOU Kodjo	Inspecteur Douanes
112	M. HOUNDODA Abalo Richard	STE PREPAU
113	M. KOUASSI Ablam	Inspecteur Douanes
114	M. ABOUDOU Ibrahima	Secrét. Gal Aj. UNATROT
115	M. KOTOR Kossi	Ing. Génie civil GEC-TOGO
116	M. LIDAOU Anatè Télou	Dteur AFRIQUE-TRAVAUX
117	M. ATCHOU Kossi	Chef Sce Pat. Logist.
118	M. TAWELESSI Tchaa	TOGO TELECOM
119	M. ATABRE Thindo	DG LE PROGRES
120	M. SOGOYOU-BEKEYI Essoham	AFERA
121	M. TCHAMSI Kordjina Assoulian	Directeur CERFER, AFERA
122	M. BAWA Assouma	AFERA
123	M. FATONZOUN Mawutoè	Directeur Gal Transports
124	M. NABANG M'Badia	Chef Division Etudes
125	Pr DOSSIM A.	Chef Service Chirurgie CHU Campus
126	M. GUEDEHOUSSOU A. Sosthène	Enseignant à l'INSI
127	M. PALANGA Nimon Toki	GBTP
128	M. KADJE Comla	Directeur Général des Travaux Publics
129	M. AKPOVI Mawussimé	Directeur Gal Adj. Travaux Publics
130	M. ADONSOU Délato	Directeur des Bâtiments (DGTP)
131	M. AYEVA Koko	Directrice Contrôle et Gestion
132	M. TCHEDE ISSA Kanfitine	Directeur Planif. et Progam. Routières
133	M. TOGLAN Komla Edoh	Directeur Pistes Rurales (DGTP)
134	M. DOUHADJI Oumer	Directeur régional DRTP/RM
135	M. OURO-GBELE Tchanilé	Directeur régional DRTP/RP
136	M. GADO Tchakoura	Directeur régional DRTP/RC
137	M. ABOU Hamidou Ayouba	Directeur régional DRTP/RK
138	M. AMAGBEGNON Kossivi	Directeur régional DRTP/RS

	Nom	Fonction
--	-----	----------

TOGO (suite)

139	M. ANWONE Ounoh	Chef Div. Etudes et Cont. Trav. Neufs
140	M. BAOUNA Essowe	Direction Générale des Transports
141	M. KOSSI Amey Folly	CNCT
142	M. KOMEDJA Kokou	CN AGEPAR TOGO

B – Afrique centrale

BURUNDI

143	M. HATUNGIMANA Jean de Dieu	Président CN GEPAR
144	M. SABBAS Pantaléon	Vice président CN AGEPAR
145	M. COBASHAKA Léandre	Secrétaire Gal CN AGEPAR
146	M. CISHAHAYO Seth	Dteur Planificat. Routière
147	M. NARAKWIYE Vital	DG Transp. Postes Téléc.

CAMEROUN

148	M. BEKOLO Minkoumou	Dteur Gal Adj Entret. Rout,
149	M. HAPPI Francis	Dteur Bur. Etudes, Pd ABE,
150	M. NGOUMBE Zacharie	Sous-Dteur PSR,

CENTRAFRIQUE

151	M. NGOYA Noël	Ing. T P, Dteur Gal Etudes
152	M. NAMBEA Auguste	Ing. TP, Dteur Gal Equip
153	M. BANGASSOU Léopold	Ing. Travaux publics

TCHAD

154	M. AHAMAT IMAM Ben Moukhtar	Président CN AGEPAR
155	M. BERLANGAR Guy	Vice-Président CN AGEPAR

C – Afrique australe

ZIMBABWE

156	M. JOKONYA Romaldo	Dteur Exécutif Prov. (membre du TC 3.1 AIPCR)
-----	--------------------	---

>>> Comité technique 3.1 de l'AIPCR

D - Amériques

CANADA

157	Mme FOURNIER Lise	Ingénieure
158	M. BELANGER Carl	

ETATS-UNIS

159	Mme ALICANDRI Elisabeth	Dtrice Sce Prog. sécurité routière
-----	-------------------------	------------------------------------

	Nom	Fonction
--	-----	----------

E - Europe

ALLEMAGNE

160 M. VOLLPRACHT Hans-Joachim Président du Comité technique 3.1 de l'AIPCR

BELGIQUE

161 M. FOBELETS Yves Ing. Routes et Chaussées
162 M. ROUFFAERT Armand Chef Division

DANEMARK

163 M. AGUSTSSON Larus Sigurbjörn

ESPAGNE

164 M. LLAMAS Roberto Ing. Génie civ. CARRETERAS, Min. de Fomento
165 M. DOMINGUEZ Alonso Ing. Génie civ. CARRETERAS

FRANCE

166 M. MALLEJACQ Patrick Dteur Adjoint CSTR

HONGRIE

167 M. HOLLO Péter Docteur

PAYS-BAS

168 M. ELSENAAR Peter Ingénieur (conseiller, GRSP)

ROYAUME-UNI

169 M. GREENHALGH Mike Chef d'Equipe

SUEDE

170 M. LARSSON Ake Consult. Pal Sécurité Routière

REPUBLIQUE TCHEQUE

171 M. MIKULIK Josef Dr Centre Rech. Transp.

F - Océanie

AUSTRALIE

172 M. ALLAN Philip

	Nom	Fonction
--	-----	----------

>>> Institutions et organismes

G – AFERA

173 M. SOGOYOU-BEKEYI Essoham
 174 M.TCHAMSI Kordjina Assoulian
 175 M. BAWA Assouma

H- ISTED

176 M. BLANCHET Jean-Loup Resp. Départ. Route
 177 M. DAGOURY Pierre Pôle Compétence info Scientifique – CETE Brdx

I- AGEPAR

178 M. IDOSSOU Tchona Coordinateur

J - AIPCR

179 M. CORTE Jean-François Secrétaire Gal AIPCR
 180 M. CHARMAISON Franck Secrét.Gal Adjt AIPCR
 181 M. KIRKEVOLD Arve Conseiller Technique à l'AIPCR

**Annexe 3 : COMITE TOGOLAIS D'ORGANISATION DU SEMINAIRE
INTERNATIONAL AIPCR/AGEPAR**

Président : KADJE Comla
Coordonnateur : AKPOVI Mawussimé

<p>Commission Accueil, Hébergement, Transport</p> <ul style="list-style-type: none"> - TCHAMDJA B. Malaki - BALOUKI Rose - OBIM Kafui - YANDJA Guyeb - PALANGA David - BOMDA-BAGNA M. Françisca - PASSOLI Abélim <p>Commission Scientifique</p> <ul style="list-style-type: none"> - AZAKPO Kouma <p>Commission Sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lt ABALO - KOBLAVI Edmond - VIGBEDOR Koffi <p>Commission Restauration</p> <ul style="list-style-type: none"> - KWADJOVIE Massan - OBIM Kafui - LAWSON Sibi - AGBERE Lariba - DABONI D. Dovi <p>Communication, Presse et Publicité</p> <ul style="list-style-type: none"> - DZIVENOU Parfait - BALOUKI Rose - TCHALLA Essobiou <p>Commission Invitation et Cadeaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - AHIANLE Kafui - OBIM Kafui - FESSOU Adèle <p>Commission Gestion de véhicule</p> <ul style="list-style-type: none"> - AGBERE N'deniw - INOUSSA Nafiou - YOVO Komla - KATARIA K. Assry <p>Commission santé</p> <ul style="list-style-type: none"> - KOMBATE Kambatibe - AWANOUE Rékia 	<p>Secrétariat technique</p> <ul style="list-style-type: none"> - LAWSON AKUE – ADOTE Kalé - LEBIGAZA Meindou - BOYINDJO Jacques - SEBABE Sayibou - YOVO Komlavi - BADANASSIDOU K. Palakiyé - BIDAMON E. Bawoubadi - KOZAH TCHEKPI K. Gnassingbé - FENOU K. Enyonam - ALAKI K. Eshohanam - BAKELE Gaou - OMOROU Mama - AKODEGNON Komla - GBOTSO Léo - MINGOLI Totine - TOYISSON Tawelissi - APETOH S. Kokou - DAGLA Bathélémy <p>Commission Visite Technique de chantiers et loisirs</p> <ul style="list-style-type: none"> - TCHEDE-ISSA Kanfitine - AGBEVIVI Y. Tsogbé - AMOUSSOU M. Kouassi - BIMIZI Yao - KOSSIGAN Kowouta - SOGNONVI Adjao Edem - Cdt BAOUNA Essowè <p>Commission Finances</p> <ul style="list-style-type: none"> - AYEVA- TOUKOUNTE Koko - YANOUE Komi - TOGLAN Edoh - MIZA Abalo - BIGNANG Kizouwè - DAO Ibafoyi - BOSSOU K. Dotsè - SOROUBOUDOU O. Salissou - MENSAH Albertine - KIFALANG Julie - PALANGA Essoby - Do Rego
--	--

Annexe 4 – Exemple de répartition des accidents par cause
 (Source : B. ALICANDRI, *Department of Transport*, Etats-Unis d'Amérique)



Crash Causes

